

QUESTIONS SUR L'ACTUALITE

Questions sur l'actualité
25 novembre 2011- 6h33, 7h33 et 8h33

Editorialiste : Dr Yves Ekoué AMAÏZO,
Radio Africa numéro 1



A retenir

- ✓ Se méfier des faiseurs d'images
- ✓ UNESCO dit « non » Teodoro Obiang Nguema
- ✓ Robert Bourgi s'auto-accuse de porter des « malles d'argent »
- ✓ Aucune preuve... affaire classée
- ✓ Avec 25 % de budget en moins UNESCO peut reprendre l'argent de Guinée Equatoriale autrement

Thème en gestation

- ◆ Dévaluer et quitter la zone Franc
- ◆ Barack Obama contre Hu Jintao : faut-il manger son salaire avant de l'avoir gagné ?
- ◆ Pays émergents et en développement : moins de marché et plus de solidarité

Médias, absence de preuves et confiance : Attention aux faiseurs d'images ?

Qui décide de l'image des uns et des autres ? Les faiseurs d'images ! C'est un des paradoxes d'un monde médiatisé qui permet de mieux cibler ceux que l'on veut détruire. Jugez-en ! Alors que l'Organisation des Nations Unies en charge de l'éducation, de la science et de la culture qu'est l'UNESCO refuse l'argent de la Guinée Equatoriale, via le Président de la Guinée Equatoriale, Teodoro Obiang Nguema Mbasogo, à grand renfort médiatique, elle accepte l'argent du Président du Gabon, Ali Bongo Ondimba. Tous deux sont pourtant issus d'élections contestées. Le premier est arrivé au pouvoir par un coup d'Etat militaire en 1979 et le second par une élection contestée. En réalité, celui qui sert le plus les intérêts des pays occidentaux est souvent privilégié. Ceux qui sont les plus embourbés dans un déficit budgétaire et des mesures d'austérité ayant des effets dévastateurs sur la croissance économique ne font plus de « chichis ». Si le Président de la Guinée Equatoriale « donnait » un

peu plus que ce qu'il ne donne déjà aux pays Occidentaux, privés comme publics, peut-être que son image serait rapidement « redorée »... même après 31 ans au pouvoir et des élections avec plus de 90 % de oui. Pour le Gabon, c'est un peu différent car pour certains, c'est un département français qui ne dit pas son nom. Tout est fait pour que ce statut officieux perdure afin que perdurent ceux qui sont au pouvoir. C'est donc très compliqué d'assurer une bonne image de soi dans les pays occidentaux si l'on acquiert une marge de manœuvre économique, et donc politique. C'est certainement cette marge de manœuvre qui a manqué à l'ex-conseiller officieux de l'Elysée, Robert Bourgi, qui a lancé des accusations infondées sur la remise de fonds africains occultes, estimés à 20 millions de \$EU, à l'ex-Président Jacques Chirac et l'ex-Premier Ministre Dominique de Villepin. Tous les médias s'en sont délectés sans d'ailleurs oublier la présomption d'innocence en droit

français. Heureusement, les juges indépendants français vivent au rythme de la véracité des faits et des preuves concordantes. Robert Bourgi a lui-même déclaré qu'il ne pouvait rien prouver, qu'il n'y avait « aucune preuve, dans ce domaine-là... aucune trace et tout le monde le sait ». Il a fallu donc 2 mois depuis ces accusations pour que le 16 novembre 2011 le Parquet de Paris classe sans suite l'enquête préliminaire. Officiellement, il ne s'est donc rien passé ? Bien sûr que non ! Ce dont tout le monde est sûr, c'est que Robert Bourgi a bien accompagné jusqu'à l'Elysée, pendant des années, des valises de billets en provenance de grands dirigeants africains. Le problème est que personne, y compris lui-même, n'a un quelconque début de preuve.

A qui profite cette accusation ?

Certainement à Robert Bourgi lui-même. Il y a là une drôle de conception de l'accusation sans preuves qui permet de spéculer sur une éventuelle mission commandée. La morale de l'histoire est que la présomption d'innocence existe dans le droit de la « *françafrique* ». Si les financements occultes continuent, pourquoi ne pas accepter les financements officiels à l'UNESCO qui a perdu plus de 25 % des contributions de ses principaux Etats-membres pour avoir osé élire la Palestine au rang d'Etat-membre. La présomption d'innocence de la contribution de la Guinée Equatoriale s'applique. Les Médias oublient le nom du Président de la Guinée Equatoriale et parlent de Fonds d'affectation spéciale. Des « *fonds de confiance* » en anglais. YEA.



Contact Africa1
+33 1 55 07 58 07/01
www.africa1.com

E-mail:

info@africa1.com
yeamaizo@amaizo.info

Questions sur l'actualité

La Grande Matinale
Lundi à Vendredi :
6h33, 7h33 et 8h33

Questions sur l'actualité

Une rubrique qui offre une réponse à
chaud des Africains aux Africains.

Cette chronique afrocentrique permet
d'apporter des éclairages originaux,
assurément différents de
l'occidentalo-centrisme ambiant.



Interdépendance africaine

www.amaizo.info

Rubrique
Chronique afrocentrique

[http://amaizo.info/category/
chronique-afrocentrique/](http://amaizo.info/category/chronique-afrocentrique/)